

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRALE DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 06/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MHI EQUIPMENT ALSACE

26 Rue François Spoerry
BP 71129
68100 Mulhouse

Références : 0006703945_2024_03_01_MHI-MEA_Rejets-eaux
Code AIOT : 0006703945

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2024 dans l'établissement MHI EQUIPMENT ALSACE implanté 26 Rue François Spoerry BP 71129 68100 Mulhouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objectif de cette visite est de vérifier la bonne maîtrise des rejets aqueux de la société MHI EQUIPEMENT ALSACE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MHI EQUIPMENT ALSACE
- 26 Rue François Spoerry BP 71129 68100 Mulhouse
- Code AIOT : 0006703945
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société MHI Equipement Alsace, produit et assemble des moteurs diesel utilisés principalement comme groupes électrogènes et unités de commande de pompes et de compresseurs.

Au titre des ICPE, la société MHI Equipement Alsace, est autorisée à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral n° 2014276-0013 du 03 octobre 2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Collecte et rejet des effluents | Arrêté Préfectoral du 03/10/2014, article 4.2.2 | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 3 | Émissions dans l'eau | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22_point 2_I-II | Demande d'action corrective | 4 mois |
| 4 | Caractère adapté des | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 34 | Demande d'action corrective | 4 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------------|--|--|-----------------------|
| | valeurs limites d'émission | | | |
| 5 | Émissions dans l'eau | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 | Demande d'action corrective | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------|--|-------------------|
| 2 | Conditions de rejets | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence une non-conformité :

- **Point de contrôle n°1 :**
Défaut de mise à jour du plan des réseaux d'alimentation et de collecte appartenant à l'installation.

S'agissant d'une non-conformité documentaire, qui peut être aisément corrigé, il n'est pas transmis de projet de mise en demeure à ce stade (demande d'action corrective). Toutefois, à défaut de la transmission des éléments justifiant de la mise en conformité dans les délais indiqués, un projet de mise en demeure sera présenté au Préfet.

Par ailleurs, l'Inspection a relevé que certaines dispositions actuellement opposables au site (compatibilité milieu, valeurs limites d'émissions, fréquences d'autosurveillances) ne sont plus en adéquation avec les dispositions ministérielles opposables aux installations. De fait, il convient que l'exploitant fournisse à l'Inspection des installations classées les éléments permettant d'acter du positionnement de l'exploitant quant à ces dispositions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte et rejet des effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2014, article 4.2.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux |
| Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition (sur site) de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : -l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, -les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs [...]) -les secteurs collectés et les réseaux associés -les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) -les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu). |
| Constats : Lors du contrôle en salle, afin de répondre aux dispositions de la prescription contrôlée, |

| |
|---|
| <p>l'exploitant a mis à disposition de l'Inspection, un plan d'ensemble faisant apparaître les réseaux d'alimentation et de collecte présent sur le site.</p> <p>Après analyse du document transmis, il apparaît que celui-ci n'est pas complètement exploitable vis-à-vis des informations qu'il contient.</p> <p>En effet, il a été constaté que certaines installations présentes sur le site ne sont pas représentées ou à défaut de légende, ne sont pas clairement identifiables, notamment en ce qui concerne les réseaux EU (eaux usées) et EP (eaux pluviales), l'installation de traitement interne avant rejet (filtration de condensat des compresseurs) ainsi que les ouvrages de type vannes et compteurs.</p> <p>Dans un second temps postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis un plan de masse (à l'échelle 1/500) daté du 24 août 2021.</p> <p>À l'examen du plan transmis et suite à un échange avec l'exploitant, il a été constaté que celui-ci n'est plus à jour, suite à diverses modifications apportées aux installations présentes sur site.</p> <p>L'exploitant a souligné qu'un plan exhaustif des réseaux est en cours d'élaboration suite à une demande du SIVOM (Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple) de la région mulhousienne, dans le cadre du renouvellement de l'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques au réseau d'assainissement public.</p> <p>Au vu des éléments précédemment évoqués, l'Inspection considère que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble des dispositions de la prescription contrôlée.</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de tenir à jour, un plan des réseaux d'alimentation et de collecte appartenant à l'installation et d'y faire figurer les éléments requis par la prescription et d'intégrer une légende correspondant aux symboles présents sur le plan.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 4 mois</p> |
|---|

N° 2 : Conditions de rejets

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Existence des points de prélèvement & Accès aux points de prélèvement |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>[...]</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La société MHI Equipement Alsace, génère des effluents polluants issus des activités citées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - opérations d'usinage des pièces (huiles de coupe) ; - lignes de nettoyage et dégraissage (de type lessiviel) ; - des bancs d'essais moteurs (eaux brutes industrielles) ; - compresseurs fournissant de l'air comprimé pour la totalité de l'usine (condensats). <p>Lors du contrôle et après échange avec l'exploitant, il a été constaté qu'il n'y a aucun rejet aqueux provenant des installations d'usinage, de refroidissement des bancs d'essais moteurs ainsi que des opérations de nettoyage et dégraissage.</p> <p>En effet, les lubrifiants utilisés pour l'usinage (en circuit fermé avec filtration) lorsque ceux-ci ne répondent plus aux spécifications, sont récupérés par pompage et éliminés comme déchets.</p> <p>De la même manière, les solutions aqueuses utilisées pour le nettoyage et dégraissage (en circuit fermé avec filtration) sont éliminées comme déchets, lorsque la qualité ne convient plus.</p> <p>En ce qui concerne les eaux brutes industrielles utilisées dans le cadre du refroidissement des bancs d'essai moteurs, ceux-ci font également l'objet d'une évacuation par filière de déchets.</p> <p>L'exploitant a transmis postérieurement à l'inspection le contrat passé avec une société privée de</p> |

traitement de déchets ainsi que les derniers bordereaux de suivi de déchets (pour l'année 2023) faisant apparaître les prestations de prise en compte des déchets dangereux précités.

Concernant les eaux de condensat des compresseurs ayant une fréquence de rejet en continu, ceux-ci sont traités par un système de filtration interne, avant de rejoindre le réseau d'assainissement communal. Ces effluents sont ensuite dirigés vers la station d'épuration de la ville de Mulhouse dont le milieu récepteur est "le grand canal d'Alsace".

Lors du contrôle sur le terrain, les installations de distribution d'air comprimé au sein du bâtiment 40 ont été visité.

Il a été constaté que les rejets liquides (condensats), sont collectés par des piquages en sortie de compresseurs, de cuve d'air comprimé (3000 L) et de sécheur d'air pour ensuite être dirigé vers un séparateur de condensats composé d'un ensemble de filtres. À l'issue de ce cheminement, les eaux traitées transitent par une tuyauterie avant rejet au réseau communal. Il est à noter que cette canalisation sert de prise d'échantillon, lors des opérations de prélèvement prévues dans le cadre de l'autosurveillance de l'exploitant.

En effet, à la lecture de la méthodologie décrite au travers du dernier rapport (du 16 novembre 2023) de prélèvement d'eau résiduaire transmis par l'exploitant, il apparaît que les prélèvements sont effectués de manière ponctuelle directement dans des flacons en sortie de séparateur de condensats par l'intermédiaire de cette tuyauterie.

L'accès à cette prise d'échantillon se fait de manière aisée et sécurisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22_point 2_I-II

Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité milieu

Prescription contrôlée :

« 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Il respecte également la vocation piscicole du milieu récepteur et les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

I. Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales en vigueur.

II. L'arrêté d'autorisation fixe, le cas échéant, plusieurs niveaux de valeurs limites selon le débit du cours d'eau, le taux d'oxygène dissous ou tout autre paramètre significatif ou la saison pendant laquelle s'effectue le rejet.

L'exploitant dispose, dans ce cas, des moyens nécessaires pour évaluer le ou les paramètres retenus. Si le stockage des effluents est utilisé pour respecter cette modulation, il convient que le dimensionnement de ce stockage prenne en compte les étiages de fréquence au moins quinquennale.

« La conception et l'exploitation des installations permettent de moduler les débits d'eau selon les besoins réels de l'exploitation et de limiter les flux de polluants. »

Constats :

L'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer les rejets des installations. Ainsi il apparaît qu'aucun texte préfectoral n'est venu modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 03 octobre 2014 en matière de surveillance de rejet aqueux, depuis les modifications des réglementations induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant entre autres l'arrêté du 02 février 1998.

Aucun élément complet à disposition de l'Inspection des installations classées, permet de

| |
|---|
| conclure que ce travail d'examen de compatibilité des rejets avec le milieu a été réalisé par l'exploitant. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'engager ce travail à la lumière des éléments qui sont demandés dans les points de contrôle suivant en matière de périmètre du programme de surveillance et Valeurs Limite d'Émission à mettre en œuvre. L'exploitant peut s'appuyer sur le guide ministériel du 2 avril 2018 (Guide de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau) pour le positionnement demandé. Des outils sont par ailleurs mis à sa disposition sur le site internet de la DREAL Grand Est. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

N° 4 : Caractère adapté des valeurs limites d'émission

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32 et 34 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance |
| Prescription contrôlée : Extrait de l'article 32 : Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. Dans le cas où le rejet s'effectue dans le même milieu que le milieu de prélèvement, la conformité du rejet par rapport aux valeurs limites d'émissions pourra être évaluée en considérant la concentration nette qui résulte de l'activité de l'installation industrielle.[...] |
| Extrait de l'article 34 : [...]Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration collective ne dépassent pas : « - MES : 600 mg/l ; « - DBO5 : 800 mg/l ; « - DCO : 2 000 mg/l ; « - Azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; « - Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l.[...] |
| Constats : Comme pour le point de contrôle précédent, l'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer les rejets de l'installation. Comme mentionné ci-avant, aucun texte préfectoral n'est venu modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral du 04 octobre 2014 en matière de surveillance des rejets aqueux, suite aux modifications de réglementations induites notamment par l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant entre autres l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Aucun élément, à ce jour, n'a été transmis par l'exploitant en vue de se positionner vis-à-vis des éléments précités. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de se positionner officiellement vis-à-vis des nouvelles dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences d'autosurveillance |
| Prescription contrôlée : Lorsque les flux définis ci-dessous sont dépassés, l'exploitant réalise les mesures suivantes sur ses effluents aqueux, que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective. [...] <p>"Tableau des fréquences de l'arrêté ministériel non repris par souci de lisibilité de la prescription"</p> |
| Constats : Comme pour les points de contrôle précédents, l'objectif du contrôle de cette prescription est de vérifier que les dispositions ministérielles sont convenablement retranscrites dans la surveillance des rejets du site au travers des différents arrêtés qui sont susceptibles de réglementer les rejets des installations. Aucun élément de positionnement n'a été transmis par l'exploitant, afin de pouvoir retranscrire les modifications introduites par l'arrêté ministériel du 24 août 2017. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de se positionner officiellement vis-à-vis de ces nouvelles prescriptions. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 4 mois |